

Cahier des Prescriptions Spéciales

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX N° 35/CS/2025

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

<i>Chapitre</i>	<i>Art/prog</i>	<i>projet</i>	<i>Ligne</i>	<i>Rubrique</i>
10	10/10	20	11	

OBJET : ACHAT DE VEHICULES

Marché est passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, en application de paragraphe I-1 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20, alinéa b § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

Passé avec : (Nom du fournisseur)

MARCHE N° 35/CS/2025

OBJET : ACHAT DE VEHICULES

Marché est passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, en application de paragraphe I-1 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20, alinéa b § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration** "

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°.....

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°.....

Tel :.....Fax :E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **FOURNISSEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

MARCHE N° 35/CS/2025

OBJET : ACHAT DE VEHICULES

Marché est passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, en application de paragraphe I-1 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20, alinéa b § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration "

D'UNE PART

ET Pour les personnes physiques

M

Agissant en son nom et pour son propre compte de

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n° ICE n°.....

Tel :.....Fax :E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions):

Ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « FOURNISSEUR »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

MARCHE N° 35/CS/2025

OBJET : ACHAT DE VEHICULES

Marché est passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, en application de paragraphe I-1 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20, alinéa b § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "maître d'ouvrage ou administration "

D'UNE PART

ET Pour un groupement

Les membres du groupement soussigné constitué aux termes de la convention

..... (les références de la convention)..... :

-Membre 1 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

-Membre 2 :

M..... Qualité

Agissant au nom et pour le compteen vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social

Taxe professionnelle n°.....

Registre de commerce de Sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° I F n°ICE n°.....

Tel.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire N° (RIB sur 24 positions) :

Ouvert auprès de

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant

M.....(prénom, nom et qualité).....en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n°(RIB sur 24 positions) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme« **FOURNISSEUR**»

D'AUTRE PART

1. IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

SOMMAIRE

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

ARTICLE 6 : TEXTES REGLEMENTAIRES

ARTICLE 7 : VALIDITE DES OFFRES ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE

ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON OU DATE D'ACHEVEMENT

ARTICLE 12 : PENALITES ET RETENUES

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.

ARTICLE 14 : AVANCES.

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 18: ASSURANCES

Article 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

ARTICLE 20: RESILIATION DU MARCHE

Article 21: DOCUMENTS DE GARANTIE

ARTICLE 22: RECEPTIONS PROVISOIRE

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 24: RECEPTION DEFINITIVE

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 29: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 30 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 31 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 32 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 33 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

ARTICLE 34 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

CHAPITRE I
CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet achat de véhicules
L'appel d'offres sera lancé en lot unique

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES FOURNITURES

Les prestations du présent marché comprennent le matériel suivant :

1	ACHAT DE VEHICULE DE SERVICE 1
2	ACHAT DE VEHICULE DE SERVICE 2

ARTICLE 3 : PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Marché est passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, en application de paragraphe I-1 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20, alinéa b § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Président de la commune de Salé

ARTICLE 5 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

5.1 Les documents constitutifs du marché

Les documents constitutifs du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T):

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS)
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n° 2-22-431 et en tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

5-2 Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services ;

2. Les avenants éventuels ;
3. La décision prévue au paragraphe 3 de l'article 36 relatif aux modifications des prestations en cours d'exécution

ARTICLE 6 : TEXTES REGLEMENTAIRES

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

1. La loi organique N° 113-14 relative aux communes.
2. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
3. L'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget N°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés.
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
5. Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-19-184.
6. Décret n° 2-17-451 du 23/11/2017 portant règlement de la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération intercommunale.
7. Décret n° 2-14-272 du 14-05-2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
8. L'arrêté du Chef du Gouvernement n° 3.302.15 du 15 safar 1437 (27-11-2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
9. Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
10. Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
11. Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;

Le fournisseur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le présent marché pour se soustraire aux obligations qui en découlent. L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. Le fournisseur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7 : VALIDITE DU MARCHE ET DÉLAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Validité du marché :

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président de la commune de Salé.

Délai de notification de l'approbation :

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement d'exécution. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret 2-22-431, le délai de notification de l'approbation de 60 jours est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Les autres conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret 2-22-431.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE FOURNISSEUR

A défaut par le fournisseur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T , en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement , toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise , lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS .

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 9: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 Février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de Monsieur le Président de commune de Sale, **ordonnateur** ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier **Préfectoral de salé** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 10 : SOUS – TRAITANCE

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché à savoir ACHAT DE VEHICULE DE SERVICE 1

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 décret précité n° 2-22- 43.1.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des fournisseurs installés au Maroc, notamment la très petite, petite et moyenne entreprise y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du présent article, le titulaire choisit librement ses sous-traitants.

Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquels il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le cahier des prescriptions spéciales prévoit une clause en vertu de laquelle le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants. Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché à l'égard du maître d'ouvrage, des salariés et des tiers.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant, à sa demande, une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 11: DELAI DE LIVRAISON

Le fournisseur devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai de **02 mois**

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

Si au cours de l'exécution, le maître d'ouvrage constate que les délais prévus au programme d'exécution ne sont pas respectés, il le notifie alors par écrit au fournisseur, en lui demandant de justifier le retard constaté et de proposer les moyens nécessaires pour y remédier, tout en communiquant un programme actualisé en fonction des modifications présentées et ce afin de permettre l'achèvement de la livraison de fournitures dans les délais contractuels.

ARTICLE 12 : PENALITES ET RETENUES

Conformément aux dispositions de l'article 65 du CCAG-T et à défaut d'avoir terminé la livraison des fournitures dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant initial du marché.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 8% du montant initial du marché modifié et complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 79 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 14 du décret n° 2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du dit marché sont à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des fournitures y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures et ce conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAG-T.

ARTICLE 14 : AVANCES.

Le présent marché ne prévoit pas des avances.

ARTICLE 15 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du présent marché sont fermes.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : **19 000,00 dhs (Dix neuf mille dirhams)**

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou à défaut confisqué selon les dispositions du CCAG Travaux, et les dispositions de l'article 24 du décret 2-22-431.

le **cautionnement** provisoire reste acquis au Maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'art 18 du CCAGT et à l'article 24 du décret n°2-22-431.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T.

ARTICLE 17 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirhams supérieure.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 2 du CCAG-T.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAG-T, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des fournitures, s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19 du CCAG-T.

Le cautionnement provisoire reste acquis, à la commune, dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c),d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics ;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui a été notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif au marchés publics

ARTICLE 18: ASSURANCES

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des fournitures, les attestations d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 19: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

1-Modalités de livraison

- La livraison des véhicules objet du présent marché doit être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché au Parc Auto
- Toute livraison des véhicules doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Les véhicules livrés par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bon de livraison établi en quatre exemplaires ce bon doit indiquer:

- 1-la date de livraison
- 2-la référence au marché
- 3-l'identification du fournisseur
- 4- l'identification des fournitures livrées (n° du marché, n° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantité livréesetc.)

Afin de permettre à l'administration de procéder à l'immatriculation de ces véhicules, le titulaire doit fournir également les documents suivants:

- 1.Bon de livraison;
- 2.Facture détaillée ;
- 3.Attestation de garantie réglementaire ;
- 4.Le manuel d'utilisation;
- 5.Les documents de maintenance.

2- Conditions de livraison

La livraison des véhicules s'effectue au parc auto de la commune

En présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du fournisseur. La vérification des véhicules livrés se fait sur la base des caractéristiques techniques prévues par le CPS déposés par le titulaire du marché et acceptés par le maître d'ouvrage.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les véhicules indiquées dans le marché déposés et celles effectivement livrées, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des véhicules non-conformes.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des véhicules jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des véhicules refusées, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 20: RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par le CCAG-T.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Article 21: DOCUMENTS DE GARANTIE

Conformément au Paragraphe B de l'article 75 du CCAG-T, Le titulaire du marché se conforme et demeure assujéti à l'ensemble des engagements de garantie conformément aux documents de garantie suivants :

Certificat de disponibilité de pièces de rechange originales et pièces d'équipement

Accessoires dans le marché national.

Certificat de garantie de constructeur portant une couverture 100000Km.

Cette garantie prend effet à compter de la date de livraison et comprend pièce et main d'œuvres contre tout vice de fabrication.

Le fournisseur sera tenu d'assurer toutes les réparations qui interviendraient pendant, la période de garantie, dues à un vice ou une défectuosité du matériel.

Certificat de garantie de la corrosion portant une couverture de 200000 Km ; Tous les certificats de garantie fournis par le prestataire doivent indiquer le nom du maître d'ouvrage ainsi que le numéro de châssis de chaque véhicule.

ARTICLE 22: RECEPTION PROVISOIRE

En application des dispositions de l'art 73 du CCAGT

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des véhicules aux spécifications techniques du marché.

Les véhicules livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif.

A l'issue de ces opérations le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage conformément à l'article 73 et 76 du CCAGT.

ARTICLE 23 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **3ans ou 100000 km**. Cette durée prend effet à compter de la date de la livraison La garantie comprend pièce et main d'oeuvre contre tout vice de fabrication.

Le fournisseur sera tenu d'assurer toutes les réparations qui interviendraient pendant cette période, due à un vice ou une défectuosité du matériel.

Il sera tenu de fournir les pièces de rechange et la main d'œuvre nécessaire.

Le fournisseur est tenu de délivrer lors de la livraison une attestation de garantie sur les véhicules objet de ce marché .

ARTICLE 24: RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-T et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent entre le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81,82,83 et 84 du CCAG-Travaux.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions des articles précités, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : 30 cm
- La pluie : 60 mm
- Le vent : 60 km /h
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter

ARTICLE 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit prendre les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement et ce conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-T.

ARTICLE 29 : PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 26 du CCAGT, le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 30 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement du marché sera effectué sur la base des décomptes en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire (RIB 24 chiffres).....ouvert auprès de.....la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 31 : FORMALITÉ D'ENREGISTREMENT

Le fournisseur doit accomplir la formalité de l'enregistrement, tel que ce droit résulte des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 32 : DESIGNATION DES INTERVENANTS ET PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

➤ DESIGNATION DES INTERVENANTS :

La personne intervenant dans le présent marché est Monsieur le Président de la Commune de Salé en qualité de maître d'ouvrage.

➤ PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE :

Le suivi de l'exécution du présent marché est confié au :

- Chef de service des moyens communs
- Chef de parc Auto
- Magasiner

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du présent marché ainsi que les actes qu'elles sont habilitées à prendre pour assurer leurs missions sont :

- Suivi de l'application stricte des dispositions du présent CPS ;
- Notification des ordres de service au titulaire du marché ;
- Vérification et réception des fournitures objet du présent marché .

<p style="text-align: center;">CHAPITRE II CARACTERISTIQUES TECHNIQUES ET DESCRIPTIF DES PRIX</p>

ARTICLE 33 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Prix N°1 : ACHAT DE VEHICULE DE SERVICE 1 :

Motorisation

- Puissance fiscale : 6CV
- Energie : diesel
- Architecture : 4 cylindres
- Genre de boîte à vitesse : manuelle

Consommation Economique :

Cycle mixte (L/100 Km) : ≤ 5.5

Présentation :

- 1 Airbag pour conducteur
- Porte latérale droite coulissante vitrée
- 2 portes arrière vitrées, battantes
- Airbags conducteur et passager
- Climatisation manuelle
- Lève-vitres avant électrique
- Abs (système antiblocage des roues)
- Radio Bluetooth
- Direction assistée électrique
- Jante en acier 15"
- 3 ports USB
- Fourgonnette vitrée avec siège

Prix N°2 : ACHAT DE VEHICULE DE SERVICE 2 :

Motorisation

- Puissance fiscale : 6CV
- Energie : diesel

- Nombre de rapport : 5
- Genre de boîte à vitesse : manuelle

Consommation Economique :

Cycle mixte (L/100 Km) : ≤ 5.5

Présentation :

- Régulateur et limiteur de vitesse
- Condamnation centralisée des portes
- Enjoliveurs 15" elma
- Airbags conducteur et passager
- Climatisation manuelle
- Lève-vitres avant électrique
- Abs (système antiblocage des roues)
- Media control : radio avec commande sur le volant
- Direction assistée électrique
- Pneumatiques : 185/65 R15

BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 34 – BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF :

ACHAT DE VEHICULES

Marché n° 35/CS/2025

Marché est passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, en application du paragraphe I-1 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20, alinéa b § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

N° du poste	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire en (hors TVA) en chiffres	Prix total (en chiffres)
1	2	3	4	5	6
1	ACHAT DE VEHICULE DE SERVICE 1	U	3		
2	ACHAT DE VEHICULE DE SERVICE 2	U	2		
				TOTAL HORS TVA	
				TAUX TVA (10%)	
				TOTAL T. T. C	

MARCHE N° 35/CS/2025

Marché est passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix, en application de paragraphe I-1 de l'article 19, paragraphe 1 de l'article 20, alinéa b § 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

OBJET : ACHAT DE VEHICULES

Arrêté le présent marché à la somme de :

<p>LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE SALE LE... 09/05/2025 ...</p> <p> Omar SELWISSI Président de la Commune de Sale</p>	
<p><u>DRESSE PAR LE CHEF DE SERVICE</u></p> <p>Abdelkarim MACHOUA Chef de Service des Moyens Communs</p> <p><u>SALE, LE..</u> 09/05/2025</p> <p>RESPONSBLE DU PARC AUTO</p> <p></p> <p>SALE LE</p>	<p>LU ET ACCEPTE PAR L'ENTREPRENEUR</p> <p>SALE LE.....</p>
<p>WISE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>	<p>APPROUVE PAR :</p> <p>SALE LE.....</p>